

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 2 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SMICTOM Centre Ouest (Gaël)**

5 ter rue de Gaël  
35290 ST MEEN LE GRAND

Code AIOT : 0005515907

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 GAEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à l'aménagement de la nouvelle alvéole.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 GAEL
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

Il s'agit d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux située au lieu dit Le Pint Clos sur la commune de Gaël.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Ouverture de l'alvéole n°5
  - Vérification du rapport de conformité
  - Visite sur site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ouverture alvéole	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a suivi la procédure administrative concernant l'ouverture de l'alvéole n°5. L'Inspection a apprécié que l'ensemble des documents nécessaires à la vérification soient à disposition, ainsi que l'organisme tiers qui a permis de lever les doutes subsistants et de répondre à l'ensemble des questions.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouverture alvéole
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ; - du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ; - de plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ; - des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ; - d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ; - de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31. II. Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. IV. Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement. Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin</p> <p><b>Constats :</b> Suite à l'aménagement de l'alvéole n°5, l'exploitant a fourni au service de l'Inspection un dossier de conformité des travaux réalisé par un organisme tiers indépendant.</p> <p>L' Inspection a réalisé une inspection visant à vérifier la fiabilité du dossier vis à vis des travaux engagés par l'exploitant. Cette inspection s'est articulée autour de deux phases:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une vérification documentaire à partir du dossier de conformité</li> <li>- Une inspection de l'alvéole nouvellement aménagée sur le site</li> </ul> <p>La visite du site a porté sur l'aménagement de l' alvéole n°5 afin de vérifier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence de la géomembrane</li> <li>• présence du géotextile de protection de la géomembrane</li> <li>• présence de points d'ancrage</li> <li>• emplacement du puisard au point bas .</li> </ul> <p>Aucune anomalie manifeste n'a été constatée lors du contrôle sur site. L'examen du dossier fait l'objet d'un rapport distinct.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet